

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
20 avril au 1^{er} mai 2026

Le chiffre à retenir

-0,1 %

Inflation au T1 2026 – HCP

Au premier trimestre 2026, l'inflation en glissement annuel au Maroc s'est établie à -0,1%, restant ainsi proche des niveaux observés l'an passé.

La diminution de l'IPC sur le trimestre s'explique par une dynamique désinflationniste portée essentiellement par le repli des prix alimentaires (-1,1%).

La baisse des prix de l'huile d'olive (-1,2 point de contribution) et des viandes (-0,5 point), conjuguée à la détente des céréales non transformées et des légumineuses sèches, a largement compensé le renchérissement des produits frais (+1,1 point), tiré par les légumes et les poissons.

Hors alimentation, les prix ont progressé de +0,6% sur le trimestre, avec une accélération notable en mars. Cette hausse est imputable à la progression des services (+1%, après +0,8% au trimestre précédent) ainsi qu'au renchérissement des articles de bijouterie (+0,2 point), reflet de la hausse des cours de l'or.

Si l'inflation en glissement annuel atteste d'une maîtrise des prix sur l'année, les tensions récentes sur les produits essentiels et l'énergie, peuvent déjà être observées, comme le montre la hausse mensuelle des prix des carburants en mars (+10,7 %).

Visites officielles

Visite officielle de M. Nicolas Forissier au Maroc : partenariats économiques et Coupe du Monde 2030 au menu

Le Service Économique Régional de Rabat a accompagné, du 2 au 3 avril, M. Nicolas Forissier, Ministre délégué au Commerce Extérieur et à l'Attractivité. Première étape de ce déplacement, la visite du centre de gestion et de maintenance des rames du tramway de Rabat-Salé, opéré par Transdev depuis 2010, a été l'occasion de souligner l'excellence du partenariat avec Rabat Région Mobilité.

La Fédération Royale Marocaine de Football (FRM) a accueilli le comité franco-marocain pour la Coupe du monde 2030, réunissant une quarantaine d'entreprises françaises et marocaines. Le ministre M. Fouzi Lekjaa, M. Mohamed Bachiri (vice-président de la CGEM) et M. Philippe Diallo (président de la FFF) ont souligné la dynamique du comité, lancée il y a un an, et appelé à renforcer la coopération et le partage d'expériences.

Le lendemain, M. le Ministre a visité le siège de la Fédération nationale de la minoterie, où il a été reçu par son président M. Moulay Abdelkader Alaoui. La visite a permis de mettre en valeur le dispositif intégré franco-marocain associant formation professionnelle, expertise technique et accompagnement des opérateurs de la filière, dans un contexte marqué par des forts enjeux de sécurité alimentaire et de volatilité des marchés céréaliers.

M. le Ministre s'est ensuite entretenu avec M. Mohamed Mhidia, Wali de Casablanca-Settat. Les entreprises françaises ont pu présenter leurs expertises et leurs partenariats avec des opérateurs marocains pour la région de Casablanca-Settat qui sera au centre de l'attention de la Coupe du Monde 2030.

Le Ministre a enfin réitéré à la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM) l'engagement de la Team France Export à accompagner les entreprises, mettant en avant le rôle clé du Maroc dans les domaines des infrastructures, de l'agroalimentaire et des écosystèmes industriels. Avant de clôturer ce déplacement, M. Nicolas Forissier s'est rendu sur le site de Safran Nacelles à Nouaceur, où il a rappelé l'importance du Maroc dans l'écosystème aéronautique mondial.

La Ministre déléguée à l'IA et au Numérique, Mme. Anne Le Hénanff, au GITEX AFRICA 2026

Mme Anne Le Hénanff, Ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique, s'est rendue à Marrakech les 6 et 7 avril pour le lancement du GITEX AFRICA 2026.

Pour cette 4^{ème} édition, plus de 1 450 entreprises et startups de 130 pays différents se sont réunies pour échanger autour des technologies de pointe, dans une ambiance électrisée par les avancées récentes de l'IA. L'occasion de rencontrer de nombreux acteurs de la tech français, comme OVHcloud, Orange, Schneider Electric, les entreprises d'InfraNum ou encore les startups menées par International Boost. À la suite de ces moments de partage, la Ministre s'est rendue sur le pavillon de Women of Influence, qui réunit une communauté de femmes leaders dans la Tech.

À l'heure où les enjeux de souveraineté induits par l'Intelligence artificielle se trouvent intensifiés, Mme Anne le Hénanff a pris part à un panel dédié à ces problématiques aux côtés de Mme. Amal El Fallah - Seghrouchni, Ministre déléguée chargée de la Transition numérique du Maroc, et M. Mark-Alexandre Doumba, Ministre de l'économie digitale, de la digitalisation et de l'Innovation du Gabon. La Ministre a pu insister sur l'importance des enjeux d'efficacité énergétique et d'autonomie stratégique relatifs à l'IA, en portant la vision de la France en matière de soutien au développement du numérique

Cette visite officielle a enfin été l'occasion de la signature d'un partenariat stratégique entre TECHNOPARK Maroc (MITC) et La French Tech Casablanca, une nouvelle initiative qui renforce l'accompagnement des startups et structure davantage la coopération au bénéfice des entrepreneurs des deux communautés.

SIAM 2026 : tenue du Comité mixte agricole Maroc-France coprésidé par la Ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire Mme Annie Genevard

En marge de la 18^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM 2026), le Comité mixte agricole Maroc-France s'est réuni le 21 avril à Meknès, sous la coprésidence des ministres de l'Agriculture des deux pays. Cette rencontre se situait dans le prolongement de l'accord-cadre signé en octobre 2024, et a permis de dresser un bilan des actions engagées depuis le SIAM 2024 dans les domaines agricole et forestier. Les discussions ont porté sur la définition des priorités de coopération pour la période 2026-2027, avec un accent particulier sur l'élevage, thème central du SIAM 2026, notamment la reconstitution et l'amélioration du cheptel, la structuration des filières et l'adaptation des systèmes de production.

Les deux parties ont également insisté sur l'importance de renforcer la coopération dans des domaines clés tels que l'amélioration génétique, le développement des ressources fourragères, la digitalisation des services agricoles, la formation et la recherche, ainsi que la sécurité sanitaire.

Visite d'une délégation de six sénateurs de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable

Du 20 avril 2026, une délégation de six sénateurs français, menée par M. Jean-François Longeot, a été accompagnée par le Service Économique Régional de Rabat. Lors de cette mission, les sénateurs ont participé à des rencontres institutionnelles avec Mme Leila Benali, Ministre de la Transition Énergétique, M. Nizar Baraka, Ministre de l'Équipement et de l'Eau, ainsi qu'avec Mme Fatiha El Moudni, présidente de la commune de Rabat, ainsi que plusieurs parlementaires marocains. Ils ont également effectué des visites stratégiques, notamment au Centre Hassan II d'Éducation à l'Environnement et au complexe solaire Noor Ouarzazate, et ont échangé avec l'Agence Française de Développement (AFD).

Cette mission a permis d'explorer les politiques marocaines dans les domaines de l'eau, des énergies renouvelables, de la gestion des déchets et de l'éducation au développement durable.

Activités macroéconomiques & financières

Le Maroc se dote d'une feuille de route pour ses finances publiques jusqu'en 2032

Le Maroc vient de publier [son Cadre Stratégique de Réforme de la Gestion des Finances Publiques \(CSR-GFP\)](#), document de référence élaboré avec la Banque Mondiale, la BAD, l'Union Européenne et l'AFD. L'ambition est claire : rendre chaque dirham public plus efficace, plus transparent et plus équitable, dans un contexte où les marges de manœuvre se resserrent sous l'effet des réformes sociales et des grands chantiers d'infrastructure.

Ce nouveau cadre de référence s'articule autour de cinq axes : améliorer la performance des dépenses publiques, assurer la soutenabilité des finances de l'État, renforcer la transparence budgétaire, intégrer les enjeux de genre et de climat dans le budget, et coordonner l'ensemble des réformes en cours. Le document détaille notamment 16 orientations prioritaires de réformes qui visent à mobiliser les ressources d'une manière plus efficace, renforcer la transparence et la qualité de l'information financière et moderniser les systèmes numériques et statistiques.

Un plan d'action triennal sera adopté d'ici fin 2026, avec une révision à mi-parcours prévue en 2029-2030. La réussite du dispositif dépendra en large partie de la capacité à faire travailler ensemble une vingtaine d'institutions nationales (Ministère des Finances, Cour des Comptes, collectivités territoriales, entreprises publiques etc...) autour d'une vision commune pour la première fois formalisée.

Le géant Marocain OCP s'impose comme précurseur sur le marché international

Le 15 avril 2026, le groupe OCP a réalisé sur les marchés financiers internationaux une émission obligataire hybride de 1,5 MMDH, une première pour une entreprise africaine et ce dans un contexte de marché exigeant, marqué par une sélectivité accrue des investisseurs (fluctuation des devises, tensions géopolitiques, dette privée conséquente). L'opération, conseillée par le cabinet A&O Shearman et arrangée par BNP Paribas, Citi et JP Morgan, a été sur-souscrite 4,6 fois, avec des investisseurs issus de 23 pays.

L'émission, listée sur Euronext Dublin, se compose de deux tranches : la première, d'une valeur de 1 Md USD, avec une maturité de 5,25 ans et un

coupon de 6,74 % et la deuxième, d'une valeur de 500 M USD, avec une maturité de 10,25 ans et un coupon de 7,37 %.

Cette levée de fonds hybride permet à OCP d'emprunter tout en consolidant son capital. Selon les normes IFRS, l'intégralité de l'émission (1,5 Md USD) est comptabilisée comme des capitaux propres, tandis que les agences de notation en considèrent 50 % (750 M USD) comme tels. Cette opération permet de financer la croissance du groupe (+ 25% CA en 2025) tout en maintenant son rating Investment Grade (Baa3 par Moody's).

Cette émission intervient dans un contexte où le groupe investit massivement dans son plan d'investissement 2030 (130 MMDH d'investissement) visant à transformer son modèle industriel, énergétique et environnemental et avec pour ambition de maintenir son statut de leader dans le marché mondial des phosphates.

L'ONCF dynamise sa finance durable au Maroc avec sa 3^{ème} opération d'émission de Green Bonds

L'ONCF lance une 3^{ème} émission obligataire verte de 2 MMDH, s'appuyant sur son expérience de 2022 pour moderniser le réseau ferroviaire national. Ces fonds financeront l'extension de la Ligne à grande vitesse Kenitra–Marrakech et le déploiement des services ferroviaires de proximité (RER) à Rabat, Casablanca et Marrakech.

Avec 5 MMDH de financements verts mobilisés depuis 2022 et un taux de souscription multiplié par 5 en 2025, l'ONCF confirme son leadership dans la finance durable marocaine. L'office renforce ainsi la position du Maroc comme acteur clé des obligations vertes, sociales et durables, tout en s'alignant sur la stratégie nationale bas carbone 2025 (neutralité carbone en 2050) ainsi que le Plan Rail 2040 qui promeut des villes sobres, des transports zéro émission et un réseau TGV au service d'un tourisme et de déplacements locaux durables.

Le Maroc parie sur ses startups via le Fonds Mohammed-VI.

Lors du GITEX Africa Morocco 2026, neuf sociétés de gestion de fonds d'investissement dédiés aux startups à vocation internationale ont été présélectionnées dans le cadre de la stratégie nationale "Maroc Digital 2030", qui vise à positionner le Maroc comme leader digital en Afrique. Cette stratégie a déjà mobilisé 11 MMDH entre 2024 et 2026.

Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement (FM6I), accompagné par le ministère de la Transition numérique, la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et des investisseurs tiers (locaux et internationaux), prévoit d'investir 2,5 MMDH dans ces sociétés. Celles-ci, aux profils diversifiés (nationaux, internationaux et mixtes), interviendront en faveur du développement des startups, dans des secteurs clés comme la fintech, l'agritech ou la healthtech.

Grâce à un dispositif catalytique signé en novembre 2025 avec Tamwilcom ces fonds bénéficieront d'un mécanisme de couverture des premières pertes, aligné sur les standards internationaux. Cela permettra d'attirer les investisseurs tiers, pour mobiliser les 2,5 MMDH, en limitant leur risque.

L'objectif final de cette manœuvre est de soutenir les secteurs innovants et positionner le Maroc comme un hub compétitif pour les startups, à l'échelle africaine et internationale.

Grands projets, environnement, industries

Relations France-Maroc : Bpifrance et CDG Capital nouent un partenariat stratégique

Bpifrance et CDG Capital ont organisé le 15 avril dernier un Forum d'affaires Maroc 2030, qui a réuni 250 participants français et marocains, consacré aux opportunités économiques et d'investissement au Maroc à horizon 2030. Cet événement s'est tenu dans le cadre de la 2^{ème} édition du *Parcours Business International Maroc 2030* conduite par Bpifrance qui a permis de mettre en relation des décideurs des deux pays. La délégation de ce Parcours a réuni 21 entreprises françaises – 14 PME, 6 ETI et 1 start up – actives dans les secteurs de l'ingénierie et de la construction, de la mobilité et du transport, de la transformation digitale, ainsi que du sport et de l'événementiel. Cette édition a marqué un renforcement du partenariat stratégique entre Bpifrance et le groupe CDG, matérialisé par la signature d'un MOU. Ce partenariat vise à cofinancer des projets, croiser expertises financières et industrielles, et structurer une coopération pérenne au service des entreprises des deux pays.

Numérique : Equans IT se déploie au Maroc

Filiale du groupe Bouygues, Equans est un leader mondial du secteur de l'énergie et des services avec des opérations dans 20 pays, 83 000 collaborateurs présents sur 5 continents et un chiffre d'affaires de 18,7 Mds EUR en 2025. Se concentrant jusqu'à aujourd'hui au Maroc sur les secteurs de l'électricité et de la mobilité, le groupe a ouvert récemment une filiale, Equans IT Maroc, dédiée aux prestations de services informatiques.

Aéronautique : la société Delair s'implante au Maroc

Le spécialiste français des drones professionnels aériens et sous-marins pour l'industrie et la défense installe une filiale à Rabat. Cette nouvelle implantation vise à adresser le marché marocain et à renforcer sa présence sur le continent africain. Pour mémoire, la Gendarmerie Royale marocaine a acquis une quinzaine de drones fabriqués par Delair en 2021 pour la surveillance des frontières. La filiale devrait accueillir une dizaine de collaborateurs dans un premier temps ; la mission principale de cette équipe sera d'assurer un support logistique aux clients régionaux. L'ETI française, qui compte environ 250 collaborateurs et vise 75 M EUR de chiffre d'affaires en 2026, dispose de plusieurs sites en France (Toulouse, Marseille, Grenoble et Paris).

Secteur minier : Managem dévoile son plan stratégique 2026-2030

Ce nouveau plan s'articule autour de trois pôles : (i) ManaGold avec l'ambition de positionner Managem comme un acteur de référence de l'or en Afrique de l'Ouest, à travers le développement d'un portefeuille de projets de classe mondiale ; (ii) ManaGreen qui s'inscrit dans la continuité du positionnement du groupe sur les métaux critiques, notamment le cobalt (lancement en 2026 de la production de sulfate de cobalt destiné aux batteries automobile, une première au Maroc et sur le continent africain), le cuivre et les terres rares en intégrant davantage l'aval de la chaîne de valeur ; (iii) ManaEnergy pour se positionner comme un acteur clé du gaz naturel au Maroc, suite à l'acquisition de Sound Energy Morocco qui a initié le développement du gisement de Tendrara (Oriental). Managem, détenu majoritairement par le Fonds Al Mada, emploie 5 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 1,26 Mds EUR en 2025 (+55% par rapport à 2024). Il opère dans 7 pays africains, dont le Maroc.

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,7 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,6 %	67,2 %
FMI	4,9 %	0,8 %	13 %	2,1 %	3,5 %	67,1 %
Bank Al-Maghrib	4,8 %	0,8 %	13,1 %	2,3 %	3,6 %	-
Haut-Commissariat au Plan	4,6 %	0,8 %	13 %	2,4 %	3,6 %	67,4 %

Indicateurs macroéconomiques 2026

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	4,2 %	2,4 %	13,3 %	3,3 %	3,8 %	67,8 %
FMI	4,4 %	1,6 %	12,3 %	3,3 %	3,4 %	65,9 %
Bank Al-Maghrib	5,6 %	0,8 %	-	3,1 %	3,5 %	65,8 %
Haut-Commissariat au Plan	5,0 %	-	13,3 %	1,9 %	3,2 %	66,1 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lana.bentouta@dgtresor.gouv.fr